PROCES VERBAL DE LA SEANCE DU 6 MAI 2010

Nombre de Conseillers :
en exercice : 15
présents : 12
votants : 15
excusés : 03
absent : 00
Date de convocation : 28.04.2010

L'An Deux Mil Dix, le 6 mai à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Denis DESLANDES, Maire.

Étaient présents : Mr DESLANDES, Mme DESCOUTURE, Mr FERNANDEZ, Mme DEPRIESTER, Mr DEMARS, Mr DAMBRON, Mr INGLARD, Mme RUIZ, Mme GASPART, Mme LUBOINSKI, Mr SENEZ, Mr HUBERT.

Excusés : Mr BOITEL donne pouvoir à Mr DESLANDES
Mr LAPERSONNE donne pouvoir à Mr FERNANDEZ
Mme PHILIPPE donne pouvoir à Mme GASPART

Madame DESCOUTURE est arrivée à 20h10.

Madame RUIZ a été élue secrétaire de séance.

Le procès-verbal de la dernière réunion du 25 Mars 2010 est adopté à l'unanimité,

L'ordre du jour est ensuite abordé :

- 1- Racing Club Olympique de Therdonne : Renouvellement de la convention,
- 2- SDIS : Nids de guêpes,
- 3- Société BODET : contrat d'entretien des cloches de l'église et de l'horloge du clocheton de l'école,
- 4- SE 60 : délégation de compétence,
- 5- Taxe Locale d'Équipement : modification du taux,
- 6- S P A : Renouvellement de la convention pour le fonctionnement d'une fourrière,
- 7- Divers.

1 – Racing Club Olympique de Therdonne :

Le Maire rappelle qu'une Convention d'occupation à titre précaire et révocable du stade de football de Therdonne Impasse du Stade a été signée en date du 15 juillet 2008 avec Mr Pelletier représentant le Racing Club Olympique de Therdonne pour une année après accord du Conseil Municipal.

Cette convention aurait du être renouvelée en 2009 ; Aussi est il proposé de la renouveler pour 2 ans et ce jusqu'au 14 juillet 2011.

L'attention du preneur est attirée sur les précautions qu'il doit prendre vis-à-vis de l'installation d'eau en cas de gel et sur le fait que sa responsabilité sera recherchée par la Commune en cas de consommation d'eau et d'électricité anormale à savoir pour l'eau plus de 10 m3/an et pour l'électricité plus de 600KW/an.

Les autres éléments de la Convention sont proposés maintenus.

Cette proposition est approuvée par le conseil municipal à l'unanimité des présents. Le Maire est chargé de la mise en place de cet avenant et de sa régularisation avec le Président du Racing Club Olympique de Therdonne.

2 – SDIS : Nids de guêpes

Le Maire précise que le Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours, par délibération en date du 25 Février 2010, a décidé de revaloriser le montant de la participation financière réclamée aux administrés qui demandent aux sapeurs pompiers d'intervenir en dehors de leurs missions normales d'urgence et de secours.

Il est rappelé que les interventions à caractère privé sont essentiellement les suivantes :

- ouverture de porte (lorsque l'intervention n'est pas commandée par une situation d'urgence),
- assèchement de locaux,
- ascenseur bloqué, etc...

En ce qui concerne la destruction de nids de guêpes, des sociétés privées se sont progressivement positionnées sur ce marché depuis 2009 dans l'Oise et désormais le SDIS ne réalise que les destructions présentant un caractère d'urgence.

Ces interventions, par leur nature ou leur localisation, relèvent des missions du SDIS et par conséquent ne font pas l'objet de facturation. Dans les autres cas, le demandeur est renvoyé vers le secteur privé.

Toutefois, en marge de ces interventions urgentes, le SDIS sera toujours amené à traiter les nids dont la destruction ne présente aucun caractère d'urgence, soit parce que l'initiative privée aura refusé de les prendre en charge, soit parce que l'urgence signalée lors de l'appel n'aura pas été constatée sur les lieux. Dans ces situations, l'intervention devient alors payante comme les années passées et sera donc facturée à hauteur de 110 euros. Le Conseil d'Administration a souhaité augmenter la tarification de cette prestation pour ne pas inciter les particuliers à solliciter le SDIS au lieu et place du secteur privé.

L'an passé le tarif était de 45,59 € pour un nid de guêpe et la prise en charge de la Commune était totale. Par contre en ce qui concerne l'ouverture de porte, l'assèchement de locaux ou l'intervention sur un ascenseur bloqué, etc... la commune n'avait pas mis en place de prise en charge.

La commune a toujours possibilité de se substituer au débiteur de la participation pour le paiement de celle-ci.

Après discussion les membres du Conseil Municipal décident à l'unanimité de prendre en charge 50 % du tarif pour une destruction d'un nid de guêpe soit 55 €. Il n'y aura aucune prise en charge pour les autres interventions. Monsieur le Maire est chargé d'en informer le SDIS.

3 – Sté BODET : contrat entretien des cloches Eglise et horloge Ecole

Le Maire rappelle qu'il existe un contrat pour l'entretien des cloches de l'église et de l'horloge de l'Ecole qui date de l'année 1970 ; Ce contrat, revalorisé en 2010, est d'un montant total de 418 € par an.

Du fait du coût inférieur à 4000 €, du nombre très restreint de spécialistes oeuvrant dans ce domaine et de la satisfaction donnée par les services de l'entreprise Bodet il n'y a pas eu de nouvelle mise en concurrence. Après discussion la société Bodet propose un contrat de

maintenance au tarif de 299 € TTC par an, actualisable, pour l'entretien des cloches de l'église (trois dont une en bon état, une avec battant à changer et une qui est fissurée) ainsi que pour celui de l'horloge de l'école. Ce contrat est proposé pour 1 année renouvelable 3 fois et à l'issue de cette période il pourra être dénoncé.

Cette proposition est approuvée par le conseil municipal à l'unanimité des présents et le Maire est autorisé à signer un nouveau contrat avec la société Bodet dans les conditions énoncées.

Arrivée de Madame Descouture.

4 – SE 60 délégation de compétence

Monsieur Le Maire rappelle que les trois dossiers qui font l'objet d'une autorisation de programme votée au budget ont été préparés avec l'aide du SE 60 et ont été déposés auprès du Conseil Général. Ils ont été déclarés complets et doivent faire l'objet d'un examen dès le 10 mai pour que l'un des trois au moins soit subventionné. Le Conseil Général souhaite aider prioritairement les dossiers qui seront réalisés dans l'année ;

Pour éviter les consultations nécessaires qui prennent du temps et bénéficier de celle qui a déjà été effectuée par le SE 60 ce qui a d'ailleurs permis de chiffrer les dossiers présentés, il est proposé que la commune délègue au SE 60 qui dispose de techniciens spécialisés dans le domaine et des marchés adéquats les compétences suivantes :

- renforcements du réseau électrique en technique aérienne et/ou souterraine et postes de transformation HTA/BT, la tranchée aménagée ainsi que les équipements de communications téléphoniques et d'éclairage public,
- renouvellement de réseaux en technique aérienne et/ou souterraine, la tranchée aménagée ainsi que les équipements de communications téléphoniques et d'éclairage public.

Une fois la compétence confiée au SE 60, la Commune ne peut plus la reprendre pendant une durée de quatre ans.

Monsieur le Maire indique néanmoins que le SE 60, ne disposant pas de la taxe d'électricité, fait les avances de fonds pour le paiement des travaux.

La Commune acquitte une contribution aux investissements pour la part d'opération restant à charge du SE 60 (participations et subventions déduites ainsi que la récupération de TVA par le syndicat).

Cette contribution est imputée en section d'investissement à l'article 2041 « subvention d'équipement aux organismes publics ».

Cette proposition est approuvée par l'assemblée délibérante à l'unanimité et le maire est chargé de mettre en place cette délégation de compétence.

5 – TLE modification du Taux

Monsieur le Maire rappelle que la Taxe Locale d'Équipement (TLE) constitue une participation due par les bénéficiaires d'autorisations de construire ou d'utilisations du sol.

Elle est affectée prioritairement au financement des dépenses générales d'urbanisation de la commune.

Elle est exigible pour toutes les opérations donnant lieu à un permis de construire ou déclaration des travaux, comprenant une augmentation de la SHON (Surface Hors Œuvre Nette). Le Code Général des Impôts prévoit cependant un certain nombre d'exonérations.

Le décret n° 2009-569 insère à l'article 317 bis de l'Annexe II du Code Général des Impôts une nouvelle exemption à la TLE. Il prévoit que désormais, sont exemptés de la taxe les constructions édifiées pour le compte de l'État, des collectivités territoriales ou de leurs groupements, en vertu d'un contrat de partenariat, d'un bail emphytéotique administratif prévu

à l'article L1311-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ou à l'article L6148-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, d'un contrat mentionné à l'article 2 de la loi n°87-432 du 22 juin 1987 relative au service public pénitentiaire ou à l'article 3 de la loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure, ou d'une autorisation d'occupation du domaine public assortie de droits réels.

Le taux est actuellement de 3% et il est proposé de porter ce taux à 4% soit une augmentation de 1 point.

Cette augmentation est approuvée par l'assemblée délibérante à l'unanimité et le maire est chargé d'en informer les services de l'Etat pour la rendre effective.

6 – SPA : renouvellement de la convention

Le Maire rappelle qu'il existe une convention datant de 1975, convention qui n'est plus adaptée aux exigences actuelles. Cette convention prévoit un versement revalorisé en 2010 d'un montant de 100 € sous forme d'une subvention.

Le centre d'accueil des animaux (fourrière départementale) située 55 rue Corréus à Beauvais et géré par l'association SPA de Beauvais et de l'Oise peut fonctionner en tant que fourrière pour la commune.

L'association S.P.A. de Beauvais et de l'Oise s'engage à mettre en œuvre, sur appel de la commune et dans un délai maximum de 48 heures, les moyens dont elle dispose pour recueillir les animaux (chiens et chats) préalablement capturés par la commune, en état de divagation sur le territoire, à les transporter en son centre d'accueil, à les héberger, à en rechercher les propriétaires, et à en assurer la surveillance sanitaire et, au besoin, à en faire pratiquer l'euthanasie, conformément à la législation en vigueur régissant en cette matière.

Cette proposition est approuvée par le conseil municipal à l'unanimité des présents avec le montant de la subvention maintenu à 100 € par an et le Maire est autorisé à signer la convention citée avec la SPA.

7 – DIVERS

a) Cimetière

Le maire précise qu'un relevé des concessions pour déterminer leur état est en cours avec Mme Ruiz.

Une mise au point informatique est à effectuer pour permettre de sortir des listes par numéro et les conseillers seront alors sollicités pour apporter leur aide dans ce relevé ce qui est accepté par les présents.

b) Lave vaisselle

Le maire informe l'assemblée qu'un lave vaisselle professionnel est installé dans la cuisine de la salle des fêtes depuis le 24 avril dernier et son utilisation est proposée dans le cadre de la location de la salle sans modification des conditions financières de cette location. L'utilisateur n'a pas à intervenir sur la mise en place du sel.

c) Fête et Cérémonies

Le Maire donne la parole à Mr Fernandez qui précise les points suivants :

- Le 8 Mai dépôt d'une gerbe au monument aux morts à 11 heures,

- Les 8, 9 et 10 mai Organisation de la fête communale avec les manèges habituels sur la place. Le samedi à 21h soirée cabaret avec le groupe musical « Purple Echoes », le dimanche grande brocante avec 70 exposants (+ de 400 ml) et le lundi remise de tickets aux jeunes de la Commune par le Maire et les adjoints.
- les 29 et 30 mai Oise verte et bleue
- le 6 juin initiation pêche
- le 24 Juin un concert classique devrait être organisé dans l'Eglise.

d) Travaux fleurissement

Le Maire donne la parole à Mr Dambron qui explique que la commission s'est réunie avec le personnel communal pour organiser le fleurissement, les jardinières bois ont été réparées puis repeintes ; les plantations seront effectuées prochainement.

e) Sens de circulation et bateaux

Le Maire donne la parole à Mr Dambron qui explique les modifications envisagées dans la circulation routière dans les rues Désiré Lormier, Philéas Lebesgue, Xavier Mouquet et du 11 Novembre. Le chiffrage de la signalisation reste à effectuer et la présentation du projet pourra alors être effectuée aux riverains.

Un administré présent dans la salle demande la parole, ce qui est accepté par le Maire, pour attirer l'attention sur la circulation intensive dans Wagicourt et sur la nécessité d'examiner la situation pour réduire au plus vite cette gêne toujours plus importante et dangereuse. Cette demande est notée et une réponse y sera apportée dès que possible.

L'administré précise aussi que les nuisances sonores du fait de la déviation de la RN 31 sont également de plus en plus importantes. Le maire aborde ce sujet dans le point suivant.

f) Bruit déviation

Le Maire précise que la lettre à la DREAL en date du 5 janvier 2010 a fait l'objet d'une première réponse de la DDE.

Monsieur le Maire propose de relancer la DREAL qui doit préciser à la mairie les conditions dans lesquelles la reprise citée peut être effectuée.

g) Bois et forêts

Le maire donne la parole à Monsieur Inglard qui effectue un commentaire sur le rapport de « Bois et Forêts ». Le plan de gestion proposé coûte plus qu'il ne rapporte...

Il est donc proposé qu'une première parcelle soit étudiée par la commission des marais, commission chargée de trouver des solutions plus économiques. Les conclusions seront à présenter lors d'un prochain conseil.

Un autre administré présent dans la salle demande la parole, ce qui est accepté par le Maire, pour indiquer que les Marais constituent le poumon vert de la Commune et un patrimoine à respecter...

h) Contrat Dorine Bonnet

Mme Irène Granger ne s'étant pas manifesté malgré les demandes de la commune, tant écrites que verbales, et ne s'étant pas présenté le 2 Mai, est considérée comme démissionnaire.

Le contrat de Madame Bonnet a donc été reconduit jusqu'au 31 août inclus au poste d'ATSEM à l'école de Therdonne.

i) Ecole Numérique et Rurale

Tout le matériel informatique est livré. Un point sur ce sujet, entre autres, aura lieu avec l'équipe des enseignants le lundi 17 mai à 16h30.

j) SIVT

Messieurs Hubert et Ingland ont fait une visite de la plus grande partie des berges accessibles du tronçon de rivière qui traverse notre commune avec Monsieur Hugues Liegeois du SIVT.

Rien de catastrophique n'est à signaler mais il y a cependant un très gros travail d'abattage et d'élagage à réaliser. Un compte rendu suit et les travaux nécessaires sont prévus dès le mois de novembre. Plusieurs interventions sont à effectuer auprès de riverains dont le comportement n'est pas favorable à une bonne qualité de l'environnement. Une visite complémentaire est prévue le 12 mai prochain.

k) Stationnement

Un administré présent dans la salle, autorisé par le Maire à prendre la parole, précise qu'il est handicapé, qu'il circule à pied dans la commune en utilisant les trottoirs et qu'il est de plus en plus souvent gêné par des véhicules qui stationnent sur les trottoirs. Il demande à la Mairie de rappeler au civisme les contrevenants concernés.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 22h20.

La prochaine réunion de Conseil aura lieu le jeudi 1er juillet 2010.